

# **GE\_GERICHTE ACJC/1238/2018 vom 26. Juni 2018**

GE Cour de justice, 2018-06-26, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_ACJC\\_1238\\_2018](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ACJC_1238_2018)

FR: GE\_GERICHTE ACJC/1238/2018 du 26 juin 2018

IT: GE\_GERICHTE ACJC/1238/2018 del 26 giugno 2018

## **Erwägungen**

### **E. 1**

La décision sur les frais ne peut être attaquée séparément que par un recours (art. 110 CPC). Selon l'art. 321 al. 1 et 2 CPC, le recours, écrit et motivé, est introduit auprès de l'instance de recours dans les trente jours à compter de la notification de la décision motivée, lorsque la procédure sommaire est applicable, comme en l'espèce (art. 248 let. d CPC).

En l'espèce, le recours, qui ne vise que la décision sur les dépens non alloués à la recourante, a été interjeté dans le délai et la forme prévus par la loi, de sorte qu'il est recevable.

### **E. 2**

Les conclusions, les allégations de fait et les preuves nouvelles sont irrecevables (art. 326 al. 1 CPC), les dispositions spéciales de la loi étant réservées (art. 326 al. 2 CPC).

En l'espèce, les pièces nouvelles 2 et 3 de la recourante sont irrecevables. En revanche, la pièce 4 de la recourante, qui peut être considérée comme une note de frais au sens de l'art. 105 al. 2 2ème phrase CPC, est recevable.

### **E. 3**

La recourante fait grief au Tribunal de ne pas lui avoir alloué de dépens.

3.1.1 Les dépens, qui ne sont pas alloués d'office, mais seulement sur requête (ATF 139 III 334 consid. 4.2), comprennent, selon l'art. 95 al. 3 CPC, les débours nécessaires (let. a), le défraiement d'un représentant professionnel (let. b) et,

- 5/8 -

C/7523/2018 lorsqu'une partie n'a pas de représentant professionnel, une indemnité équitable pour les démarches effectuées, dans les cas où cela se justifie (let. c).

Sont notamment autorisés à représenter les parties à titre professionnel dans toutes les procédures, les avocats autorisés à pratiquer la représentation en justice devant les tribunaux suisses en vertu de la loi fédérale du 23 juin 2000 sur la libre circulation des avocats (LLCA; art. 68 al. 2 let. a CPC).

Les dépens sont fixés selon le tarif cantonal (art. 96 et 105 al. 2 CPC), soit, à Genève, selon le Règlement fixant le tarif des frais en matière civile du 22 décembre 2010 (RTFMC). Le défraiement d'un représentant professionnel est, en règle générale, proportionnel à la valeur litigieuse. Il est fixé d'après l'importance de la cause, ses difficultés, l'ampleur du travail et le temps employé (art. 84 RTFMC). Pour une valeur litigieuse de 1'800'000 fr., comme en l'espèce, le défraiement représente 31'400 fr. plus 1% de la valeur litigieuse dépassant 1'000'000 fr. (art. 85 al. 1 RTFMC). Toutefois, pour les procédures sommaires, le

défraiement est, dans la règle, réduit à 2/3 et au plus à 1/5ème du tarif de l'art. 85 RTFMC (art. 88 RTFMC). En outre, lorsqu'il y a une disproportion manifeste entre la valeur litigieuse et l'intérêt des parties au procès ou entre le taux applicable et le travail effectif de l'avocat, la juridiction peut fixer un défraiement inférieur ou supérieur au taux minimum et maximum prévu (art. 23 al. 1 LaCC). Enfin, lorsque le procès ne se termine pas par une décision au fond mais en particulier par une décision d'irrecevabilité, le défraiement peut être réduit en conséquence (art. 23 al. 2 LaCC). Celui qui n'a pas de représentant professionnel ne peut pas obtenir de dépens au sens de l'art. 95 al. 3 let. b CPC, mais uniquement le remboursement de ses débours (art. 95 al. 3 let. a CPC) et une équitable indemnité pour ses démarches (art. 95 al. 3 let. c CPC).

3.1.2 Le règlement genevois du 27 février 2013 fixant la rémunération des curateurs (RRC) établit le tarif de rémunération des curateurs désignés par le Tribunal de protection, à l'exclusion des curateurs exerçant au sein du service de l'administration cantonale chargé des mesures de protection des mineurs. Peuvent être désignés aux fonctions de curateur notamment des personnes disposant des compétences requises pour exercer une mesure de protection à titre professionnel en dehors d'un service de l'administration cantonale (curateurs privés professionnels, art. 2 al. 1 let. b RRC). La rémunération du curateur privé professionnel est prélevée sur les biens de la personne concernée (art. 9 al. 1 RRC). Pour un avocat chef d'étude déployant une activité juridique, le tarif horaire est de 200 à 450 fr. (art. 9 al. 2 RRC).

- 6/8 -

C/7523/2018 Un curateur privé professionnel est nommé notamment lorsque les intérêts des père et mère entrent en conflit avec ceux de leur enfant mineur (art. 306 al. 2 CC), en particulier dans le cadre d'un partage successoral.

### **E. 3.2**

En l'espèce, la recourante est représentée dans la procédure par un curateur privé professionnel avocat autorisé à pratiquer la représentation en justice devant les tribunaux suisses en vertu de LLCA. Elle a conclu à l'allocation de dépens. Que l'on considère que le curateur de la recourante intervient en qualité de représentant professionnel au sens de l'art. 95 al. 3 let. b CPC, dans la mesure où il est avocat, ou qu'il n'agit pas comme avocat au sens de l'art. 68 al. 2 let. a CPC, mais comme curateur privé professionnel au sens de l'art. 2 al. 1 let. b RRC, la recourante a droit à des dépens comprenant soit le défraiement de son représentant professionnel, soit le remboursement des montants qu'elle doit, sur la base de l'art. 9 al. 1 RRC, à son curateur. Le principe de l'allocation de dépens à la recourante n'est d'ailleurs pas contesté. Ainsi, il se justifie d'allouer à celle-ci 1'600 fr. à titre de dépens de première instance, soit le même montant que celui accordé par le Tribunal aux autres parties qui ont eu gain de cause et qui comparaissent par avocat. Ce montant n'est critiqué par aucune des parties. Le chiffre 4 du dispositif de l'ordonnance attaquée sera annulé en tant qu'il dit qu'il n'est pas alloué de dépens à la recourante. L'intimée I\_\_\_\_\_, qui s'en rapporte à justice, ne conteste pas, à juste titre, qu'il lui revient de supporter ce montant, dans la mesure où elle a succombé (art. 106 al. 1 CPC). Elle sera donc condamnée à verser à la recourante 1600 fr. à titre de dépens de première instance.

### **E. 4**

Les frais judiciaires du recours seront arrêtés à 1'000 fr. (art. 26 et 38 RTFMC) et mis à la charge de l'intimée I\_\_\_\_\_, qui succombe (art. 106 al. 1 CPC). Ils seront compensés avec l'avance effectuée par la recourante, laquelle demeure acquise à l'Etat de Genève à due

concurrency (art. 111 al. 1 CPC). Le solde de 2'000 fr. sera restitué à la recourante et l'intimée I\_\_\_\_\_ sera condamnée à verser 1'000 fr. à cette dernière. La recourante conclut à l'allocation de 1'687 fr. à titre de dépens du recours, en faisant valoir que son curateur a déployé 3h45 d'activité à un tarif horaire de 450 fr. Ce montant, qui n'est pas contesté par l'intimée I\_\_\_\_\_, apparaît adéquat par rapport à l'importance de la cause, à ses difficultés, à l'ampleur du travail, au temps employé, ainsi qu'au tarif prévu par le RRC. Dès lors, l'intimée I\_\_\_\_\_, qui succombe, sera condamnée à verser à la recourante 1'687 fr. à titre de dépens du recours.

- 7/8 -

C/7523/2018 \* \* \* \* \* PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : A la forme : Déclare recevable le recours interjeté le 28 juin 2018 par A\_\_\_\_\_ contre le chiffre 4 du dispositif de l'ordonnance OTPI/417/2018 rendue le 26 juin 2018 par le Tribunal de première instance dans la cause C/7523/2018-14 SP. Au fond : Annule le chiffre 4 du dispositif de l'ordonnance attaquée en tant qu'il dit qu'il n'est pas alloué de dépens à A\_\_\_\_\_ et, statuant à nouveau sur ce point : Condamne B\_\_\_\_\_ à verser à A\_\_\_\_\_ 1'600 fr. à titre de dépens de première instance. Déboute les parties de toutes autres conclusions. Sur les frais : Arrête les frais judiciaires du recours à 1'000 fr., les met à la charge de B\_\_\_\_\_ et les compense avec l'avance de 3'000 fr. effectuée par A\_\_\_\_\_, qui demeure acquise à l'Etat de Genève à due concurrence. Condamne B\_\_\_\_\_ à verser à A\_\_\_\_\_ la somme de 1'000 fr. à titre de restitution de l'avance de frais judiciaires du recours. Invite les Services financiers du Pouvoir judiciaire à restituer la somme de 2'000 fr. à A\_\_\_\_\_. Condamne B\_\_\_\_\_ à verser à A\_\_\_\_\_ 1'687 fr. à titre de dépens du recours. Siégeant : Madame Nathalie LANDRY-BARTHE, présidente; Madame Sylvie DROIN, Monsieur Ivo BUETTI, juges; Madame Mélanie DE RESENDE PEREIRA, greffière.

La présidente : Nathalie LANDRY-BARTHE

La greffière : Mélanie DE RESENDE PEREIRA

- 8/8 -

C/7523/2018 Indication des voies de recours:

Conformément aux art. 113 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF: RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art 100 al. 1 LTF) par devant le Tribunal fédéral par la voie du recours constitutionnel subsidiaire.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF inférieure à 30'000 fr.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.